N°11

L'ŒIL DU CERCLE

Jeudi 18 mars 2021

Cette semaine est celle de la langue française, de la francophonie. Née à l'initiative du ministère de la Culture, cette semaine a vocation à célébrer la langue de Molière et celle de Senghor, dans toute la diversité de ses expressions. C'est aussi la semaine de l'arrivée du printemps ! Ça tombe bien, la thématique de la semaine n'est autre qu' « *un bol d'air* ».

Poussé par l'envie d'un souffle nouveau l'Œil vous entraine dans un tourbillon d'actus pour vous offrir une respiration bienvenue.

Alors célébrons l'arrivée du printemps, l'air de rien, en virevoltant cheveux au vent.

Cliquez sur le lien, vous ne regretterez pas, que vous soyez femme ou homme, ces 2 minutes 48 d'insouciance.

COVID-19

Le droit fondamental de rejoindre son lieu de résidence et motifs impérieux de déplacement

Par deux décisions (I, II), le Conseil d'Etat s'est prononcé à la suite de référés aux fins d'ordonner la suspension de l'interdiction, sauf pour des motifs limitativement énumérés, de l'entrée sur le territoire hexagonal d'un Français en provenance d'un pays étranger autre que ceux de l'Union européenne, ou d'un pays listé. D'autres référés avaient pour objet de demander la suspension de l'interdiction de tout déplacement en provenance ou à destination des Outre-mer, sauf motifs impérieux.
Le Conseil d'Etat a jugé disproportionné le fait d'exiger des motifs impérieux pour les français qui souhaitent rentrer en France. Par contre, il juge que l'obligation d'un motif impérieux pour des déplacements depuis ou vers les Antilles françaises est fondée car proportionnée.
Pour en savoir plus, par ici.

Le Conseil d'Etat valide le partenariat entre le ministère de la santé et Doctolib pour la gestion des rendez-vous de vaccination contre la covid-19

Le Conseil d'Etat, saisi en référé, rejette le recours de plusieurs associations contre le partenariat conclu entre Doctolib et le ministère de la santé. Il juge que les données recueillies dans le cadre des rendez-vous de vaccination ne comprennent pas de données de santé sur les motifs médicaux d'éligibilité à la vaccination et que des garanties ont été mises en place face à une éventuelle demande d'accès par les autorités compétentes.

Recours à la vidéo intelligente pour mesurer le taux de port de masque dans les transports publics

Un décret a été pris à des fins d'évaluations statistiques pour que les exploitants et gestionnaires de services de transport public puissent recourir à des caméras intelligentes dans le contexte de la crise sanitaire. La CNIL rappelle dans son avis que le dispositif envisagé par le texte n'a pas vocation à traiter des données biométriques et ne constitue pas davantage un dispositif de reconnaissance faciale. Elle estime essentiel qu'une durée maximale d'un an soit prévue par les textes et, qu'en tout état de cause, ces dispositifs ne pourront être utilisés que dans le cadre de la lutte actuelle contre l'épidémie de COVID-19, et du port d'un masque de protection dans les transports.

LA FABRIQUE DU DROIT

Proposition de loi pour lutter contre le piratage des retransmissions sportives
La loi durcirait l'arsenal juridique anti-piratage de contenus diffusés en live streaming. L'Hadopi serait dotée de pouvoirs d'enquête pour tenter de prévenir en amont ce piratage.

L'AFA publie une version actualisée de son guide pratique sur les vérifications anticorruption dans le cadre des fusions-acquisitions
L'Agence intègre dans ses recommandation l'arrêt de principe de la Cour de cassation jugeant que la société absorbante pouvait être condamnée pénalement à une peine d'amende ou de confiscation pour des faits constitutifs d'une infraction, commis par la société absorbée avant l'opération de fusion ou d'absorption.

Audition de Didier Migaud par les co-rapporteurs de la mission d'évaluation de la loi *« Sapin II »* relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique
Sur la reconnaissance et l'encadrement de l'activité de lobbying, le président de la Haute Autorité s'est exprimé en faveur de la création d'une autorité de supervision unique, indépendante et collégiale, regroupant les missions de la HATVP et de l'AFA.

LA VIE DES AFFAIRES ET LE DROIT

Le président du conseil d'administration de Danone révoqué à la suite d'une mauvaise performance financière et des investissements importants dans la RSE
En **juin 2020**, le groupe Danone devenait la première entreprise française cotée à l'indice CAC40 à adopter le statut de *« société à mission »*. Cependant, tel que montré par une étude américaine, les investissements dans la RSE n'ont aucun effet direct sur la longévité des dirigeants. Bien qu'ayant maintenu de bons résultats, le groupe présente des chiffres que ses concurrents. Plusieurs fonds d'investissement présents au capital du groupe demandaient un changement de gouvernance aux fins de recentrer la stratégie sur la performance financière. Dans ce contexte, une dissociation des fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur Général intervenait, Emmanuel Faber conservant la Présidence du conseil d'administration. Son mandat vient d'être révoqué par un vote du conseil d'administration le **14 mars**.

***« Chronologie des médias » :* Canal+ menace de quitter la TNT pour devenir une plate-forme**
Canal+ conteste devant le Conseil d'Etat le calendrier défini par l'ordonnance transposant la directive Services de médias audiovisuels concernant l'ordre dans lequel les films peuvent être diffusés après leur sortie en salle. Ce texte va obliger les plates-formes comme Netflix, Disney + ou Amazon Prime Vidéo à investir dans le cinéma. Canal+, qui peut proposer des films six à huit mois après leur sortie, redoute que les plates-formes lui fassent de l'ombre.

LES JUGES FONT BOUGER LES LIGNES

Les télétravailleurs n'ont pas de droit automatique aux titres-restaurant, même si des titre-restaurant sont octroyés dans l'entreprise
Le tribunal judiciaire de Nanterre juge qu'un employeur qui attribue des titres-restaurant à ses salariés peut cesser d'en faire bénéficier les télétravailleurs. Le tribunal considère le fait que les situations ne sont pas comparables, les télétravailleurs pouvant se restaurer à leur domicile et éviter ainsi le surcoût d'une restauration prise hors de chez eux.

Canal+ débouté sur sa contestation des modalités de conduite de l'appel d'offres de la Ligue de Football Professionnel sur les droits audiovisuels de championnat
Le tribunal de commerce de Paris donne raison à la Ligue sur le mode de réattribution des droits TV. Pour rappel, elle avait initié un appel d'offres portant sur les droits audiovisuels redevenus non exploités suite à la défaillance de MédiaPro, premier attributaire. Canal+ contestait le choix de la Ligue nationale de football de remettre en concurrence uniquement les lots restitués par Mediapro, au motif qu'il s'agit d'un ensemble économique et que MediaPro, par sa politique d'offre très généreuse, avait distordu les prix à la hausse.

Carrefour : une amende de 1,75 million d'euros pour pratiques restrictives de concurrence
En 2016, l'enseigne avait fait d'une *« remise complémentaire de distribution »* un préalable à l'ouverture des négociations avec ses fournisseurs. Le tribunal de commerce de Paris la condamne à la suite d'une enquête DGCCRF.

France Digitale fédérant environ 1 800 start-ups poursuit Apple devant la CNIL
A l'heure où le Parlement européen examine la législation sur les marchés numériques (Digital Market Act), France Digitale reproche à Apple d'imposer par défaut des réglages portant atteinte à la confidentialité des données et permettant à Apple de mettre en place du ciblage publicitaire personnalisé sans recueil préalable du consentement de l'utilisateur.

LES ACTEURS DU DROIT EN MOUVEMENT

Brexit : la Commission envoie une lettre de mise en demeure au Royaume-Uni pour violation de ses obligations au titre du protocole sur l'Irlande et l'Irlande du Nord
La mise en demeure a été émise suite à l'information parle gouvernement britannique, en date du **3 mars 2021**, de son intention de retarder unilatéralement la pleine application du protocole. Cette action marque le début d'une procédure formelle d'infraction contre le Royaume-Uni, qui n'aurait pas respecté de facto ses obligations internationales. Il vise notamment à protéger l'accord du Vendredi Saint (ou accord de Belfast), à éviter la mise en place d'une frontière physique sur l'île d'Irlande et à préserver l'intégrité du marché unique de l'UE.

Le Parlement norvégien victime d'une intrusion informatique, permise par les failles de Microsoft
Dans notre n°5 nous vous annoncions que Microsoft avait été ciblé par une cyberattaque d'ampleur. Les alertes aux cyberintrusions liées à de graves failles de sécurité découvertes dans un outil de Microsoft se poursuivent jusqu'au Parlement norvégien.

LE MONDE CHANGE ... GREEN DEAL

Les eurodéputés travaillent sur une *« taxe carbone »* qui serait appliquée aux produits importés depuis des pays aux normes climatiques jugées trop faibles
Le Parlement européen doit se prononcer en faveur d'une résolution ouvrant la voie à un *« mécanisme d'ajustement carbone aux frontières »* pénalisant les produits importés dans l'UE depuis des pays aux normes climatiques moins strictes. La Commission devrait présenter une proposition au second trimestre 2021. L'ensemble inciterait les industries à décarboner conformément aux objectifs de l'accord de Paris

Les députés adoptent l'article ouvrant la voie à une modification de la Constitution
La France *« garantit la préservation de l'environnement et de la diversité biologique et lutte contre le dérèglement climatique »*. L'Assemblée nationale a adopté cet article du projet de loi intégrant la protection de l'environnement dans la Constitution. Avant le référendum annoncé, le texte doit être adopté en des termes identiques au Sénat, où un blocage reste possible.

Le Conseil d'Etat valide le retour temporaire des néonicotinoïdes dans les champs de betteraves sucrières
La loi du **14 décembre 2020** a autorisé provisoirement l'utilisation de néonicotinoïdes pour les betteraves sucrières le temps que d'autres solutions soient trouvées pour protéger ces cultures. Le Conseil d'Etat juge que l'arrêté ministériel pris à la suite de cette loi se borne à préciser les modalités de leur utilisation pour l'année 2021 et rejette le recours de plusieurs associations de protection de l'environnement. Il n'est donc ni contraire à la Constitution ni contraire au droit européen, qui prévoit des dérogations à leur interdiction générale.

Commande publique vertueuse : obligation d'achat de certains biens issus de l'économie circulaire

Un décret du **9 mars 2021,** pris pour l'application de la loi dite AGEC, encourage les achats publics vertueux en instaurant une obligation d'achat de certains biens issus de l'économie circulaire, dans des proportions minimales fixées par le texte. Il fixe une liste de produits impliquant les proportions minimales exprimées en pourcentage du montant total hors taxes.

OUT OF THE LAW BOX

C’est la semaine de la langue française… et du retour des dictées !
De *« L’amant »* de Marguerite Duras, au *« Deuxième sexe »* de Simone de Beauvoir, en passant par "*Cendrillon ou la petite pantoufle de verre*" de Charles Perrault, retrouvez ici des replays de dictées proposées par des adeptes de l’orthographe.

En manque d’évènement musical ?
Pourquoi ne pas organiser un opéra sous vos fenêtres ? A partager avec vos voisins !